

<https://la-sociale.online/spip.php?article343>

Elections au Chili

- International -

Publication date: mardi 21 novembre 2017

Copyright © La Sociale - Tous droits réservés

Depuis le départ de Pinochet par une alliance permanente le PS et la Démocratie chrétienne se partageait le pouvoir. C'est la droite de Sebastián Piñera (appelé le Berlusconi chilien) qui est venue mettre en échec cet accord en 2010 au moment où c'était à la Démocratie Chrétienne de succéder à la socialiste Michelle Bachelet. En 2014, la candidature revenant aux socialistes Michelle Bachelet a pu retrouver le pouvoir.

Cette fois il n'y a pas eu accord donc d'un côté un candidat socialiste et de l'autre une candidate Démocrate chrétienne Carolina Goic qui n'a fait que 5,8%.

Avec 36,6% des voix le candidat de droite Sebastian Piñera est dans la fourchette basse des sondages. Mais son adversaire majeur, le sénateur socialiste Alejandro Guillier (64 ans) (avec appui des communistes), n'est pas dans la fourchette haute avec 22,7 % des votes. Donc où est la surprise.

Le Frente amplio (une nouvelle gauche style Podemos) arrive à 20,2% malgré la campagne féroce pour le vote utile à gauche en faveur du socialiste. La journaliste Beatriz Sanchez peut être fière d'elle. Avec le Frente amplio une page de l'histoire du Chili vient de se tourner. Comme le candidat du PS, elle vient des médias, où elle est une populaire commentatrice radio. Quelle position pour le second tour qui s'annonce plus ouvert que prévu ?

En Amérique latine le second tour est toujours une nouvelle élection en soi et se déroule donc un mois après le premier pour laisser à chacun le temps de préciser sa stratégie.

Mais là aussi autre phénomène mondial : la poussée de l'extrême-droite dotée de 1% et qui arrive à 7,9% prenant donc des voix au candidat de droite. José Antonio Kast ne cache pas son admiration pour Pinochet. Sa campagne s'est fondé sur le rejet de l'immigration clandestine.

Le parti progressiste de Marco Enriquez Ominami qui a tenté de "rénover la gauche depuis 2010 a échoué en ne faisant que 5,7%.

Cependant il serait grave de ne pas observer un autre phénomène lui aussi global : la montée de l'abstention. Il y a un an, pour les municipales, la participation était de 35% seulement et cette année pour les présidentielles elle est de 46,3% ce qui continue une baisse régulière puisqu'aux précédentes nous étions à 49,3%.

Depuis 2012 le vote obligatoire a été abandonné et le taux de participation est un indicateur nouveau de la mobilisation citoyenne. Dans un pays ayant connu la dictature récente, ce faible taux inquiète fortement les démocrates et l'explosion du bipartisme ne semble pas ramener des électeurs vers les urnes.

Pendant le vote obligatoire la participation avait déjà fortement chuté car le vote était obligatoire mais pas l'inscription or à présent l'inscription sur les listes est devenue obligatoire mais pas le vote.

Sur le journal El Ciudadano le sociologue Carlos Ruiz (Frente Amplio) a tiré la leçon du scrutin : "C'en est fini de l'hégémonie de la Concertation sur la gauche du Chili." Il reste cependant à étudier les résultats des élections législatives et des sénatoriales pour mieux saisir l'ampleur des évolutions.